Projet de règlement grand-ducal

modifiant

- 1. le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages**
- 2. le règlement grand-ducal modifié du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la limitation d'emploi de certains de leurs composants dangereux**

et abrogeant

- 1. le règlement grand-ducal du 30 novembre 1989 relatif aux huiles usagées et**
- 2. le règlement grand-ducal modifié du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.**

Avis du Conseil d'Etat

(22 novembre 2011)

Le projet de règlement grand-ducal susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 16 mai 2011. Il fut élaboré par le ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et était accompagné d'un bref exposé des motifs, d'un commentaire des articles et du texte de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Le Conseil d'Etat s'est vu communiquer l'avis de la Chambre de commerce en date du 5 septembre 2011 et celui de la Chambre des salariés en date du 21 octobre 2011. Les deuxième, cinquième et sixième visas du préambule seront à adapter au cas où les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre d'agriculture (et non « de l'Agriculture ») et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne parviendraient pas avant l'adoption formelle du projet de règlement grand-ducal sous avis.

Le présent projet de règlement grand-ducal s'inscrit dans le cadre de la transposition en droit national de la directive susmentionnée 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant la directive 75/439/CEE relative aux huiles usagées et la directive 91/689/CEE relative aux déchets dangereux. Le projet de loi n° 6288 relative aux déchets et visant à transposer la directive 2008/98/CE est en voie d'adoption par la Chambre des députés. Afin de garantir un lien cohérent avec les dispositions de la future loi, certains règlements grand-ducaux seront à modifier.

Ainsi, le projet de règlement grand-ducal sous revue trouve sa base légale dans la future loi susmentionnée.

Vu que l'article 19 de la loi en projet règle dans le détail la question de l'enregistrement des producteurs, l'agrément des organismes de systèmes collectifs ainsi que la procédure pour demander l'agrément, les points 1 et 2 des articles 1^{er} et 2 remplacent le texte existant par une simple référence à l'article 19 de la loi de base.

Il en est de même de la Commission de suivi multipartite, prévue par le paragraphe 9 de l'article 19 de la loi en projet; ainsi, les points 3 de l'article 1^{er} et 4 de l'article 2 proposent à ce que les deux règlements fassent un simple renvoi à la disposition légale visée.

Les points 4 de l'article 1^{er} et 3 de l'article 2 traitent des rapports annuels à fournir par les producteurs et les distributeurs ainsi que de leur vérification par l'administration compétente; ici encore il suffit désormais de faire référence à la disposition légale se trouvant à l'article 35, paragraphe 2 de la future loi relative aux déchets.

Le texte du dispositif du projet de règlement ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat. Quant à l'intitulé du projet, il est à redresser pour rejoindre la présentation correcte que le Conseil d'Etat lui a conférée à l'en-tête du présent avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 novembre 2011.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder